

Crise au POI : Défenseurs de la classe ouvrière et de la Sécurité Sociale ?

Lettre de Jean-Paul Gady à Lacaze

« Lacaze

Tu es le responsable du courant CCI du POI, c'est à ce titre que je m'adresse à toi. La camarade Victoria après avoir laissé début septembre plusieurs messages téléphonés à la trésorière du CCI qui n'a pas daigné la rappeler, t'a adressé le 1er septembre un courrier auquel tu n'as pas non plus daigné répondre.

Dans sa lettre, elle te demandait pourquoi elle n'avait pas reçu le 20 août dernier le complément de retraite qu'elle percevait depuis 11 ans qu'elle a quitté son emploi de permanente politique de la IVème Internationale pour passer en retraite à l'âge de 65 ans. Aujourd'hui 22 septembre 2015, c'est donc le deuxième mois où Victoria ne perçoit plus de complément de retraite, sans qu'un responsable du CCI au siège ait eu la courtoisie élémentaire de prendre contact avec elle.

Comme tu le sais, ce complément de retraite de 1 150 euros que le CCI du POI lui versait chaque 20 du mois, s'ajoutait aux 650 € de retraite du régime général de la SS et de sa complémentaire. Ce complément de retraite était l'accord passé avec tous les permanents qui avaient été déclarés comme salariés au SMIC (c'est le cas de Victoria qui a été payée comme permanente pendant 28 ans et non déclarée les 5 premières années (1976-1981), ceci afin que l'employeur (le CCI) paye le moins possible de cotisations sociales ! Ce système plus que condamnable parce que relevant de mon point de vue d'une pratique que l'on peut appeler une escroquerie à la sécurité sociale en bande organisée, perdure depuis des dizaines d'années pour des dizaines de permanents et continue à être pratiqué car l'omerta règne sur cette pratique.

Lacaze avec ton petit groupe d'amis qui t'entourent et se disent dirigeants d'une majorité du CCI, tu as décidé de scissionner cette organisation et virer les permanents qui ne sont pas d'accord avec vous, accaparant secrètement depuis juin dernier et à l'insu de tous les militants, la propriété de la revue *La Vérité* et depuis 2 ans celle de l'hebdomadaire *Informations Ouvrières*. J'apprends que vous voulez aujourd'hui faire main basse sur le local central et les avoirs immobiliers, patrimoine de tous les militants. Jusque là, pour moi qui ne suis plus membre du CCI, ça ne me concernait pas directement même si j'ai contribué comme des milliers d'autres à l'achat du local, de la rotative et de tout le reste et même si j'ai un point de vue sur pourquoi le CCI en est arrivé à cette situation d'explosion et sur les méthodes de voyous utilisées aujourd'hui que les staliniens et d'autres ne renieraient pas.

Le mensonge, la calomnie, la diffamation, les menaces physiques sont devenues pour vous la façon de faire de la politique aidés que vous êtes dans ces basses œuvres par une cohorte de snippers-plumitifs et de petits nervis aux ordres.

Mais là où toute cette histoire d'explosion du CCI me concerne maintenant très directement parce que vivant avec Victoria et ayant un budget familial commun, c'est que tu as décidé avec ton groupe d'affidés de lui supprimer son complément de retraite de 1 150€, de ne plus le lui verser depuis 2 mois, comme je suppose cela a été décidé pour tous les anciens permanents du CCI et de l'Internationale qui auraient fait savoir qu'ils n'étaient pas d'accord avec la politique poursuivie par ton groupe. Je passe sur le fait que vous vous dites être des militants ouvriers défendant les conquêtes des travailleurs, défendant l'institution ouvrière qu'est la sécurité sociale (en l'escroquant depuis des dizaines d'années ?), défendant les retraites, etc.

Mais nous nous connaissons bien...

Parmi les différences majeures entre vous et moi, c'est que n'ayant jamais été permanent, ni syndical ni politique, ayant travaillé 38 ans en usine et depuis l'âge de 18 ans, mon salaire n'a jamais été dépendant des cotisations d'adhérents et que la lutte des classes je ne l'ai pas (seulement) apprise dans les livres.

Contrairement à toi et à la plupart de tes camarades les membres du comité politique, je ne suis pas passé des amphis de facs ou des grandes écoles au 87 rue du Faubourg Saint-Denis pour y mener

une existence de permanent donnant des leçons de marxisme aux autres en leur expliquant comment construire des syndicats, organiser des assemblées générales, des grèves, des piquets de grève, des occupations d'usines, comment ne pas subir la pressions des appareils du mouvement ouvrier, etc.

Le problème est que tout cela, comme beaucoup d'autres camarades, je l'ai fait et pratiqué, parfois avec succès, d'autres fois avec moins ou beaucoup moins de réussite. J'ai subi la répression patronale, le licenciement et j'ai terminé ma « carrière » du fait de mes engagements de militant, avec un petit salaire et donc aujourd'hui j'ai en conséquence une petite retraite. Mais je ne regrette strictement rien, ayant conscience d'avoir agité en conscience, comme militant ouvrier internationaliste, avec la classe ouvrière, pour le combat d'émancipation sociale et politique. Mais toi, mais vous, qu'avez-vous fait pendant toutes ces décennies, sinon écrire, palabrer et dire aux autres militants ce qu'ils devaient faire ? Que savez-vous concrètement de l'exploitation, de la lutte syndicale, de la répression patronale ?

Votre salaire tombe tous les mois quoi qu'il arrive parce que des centaines de militants comme moi ont versé et versent encore pour certains 10% de leur salaire chaque mois en cotisation. Cela fut mon cas pendant 43 ans, de 1970 à 2013, jusqu'au jour où dans une réunion régionale un membre de ta direction nationale du CCI se faisait rembourser ses frais d'essence pour aller en cellule, ce qui faisait un montant de remboursement plus élevé que mes 132€ de cotisation mensuelle au CCI correspondant aux 10% de ma retraite !

Quelques mois après ce membre de la direction nationale comme les autres membres de la DN de la région, comme toi et tous tes camarades, refusaient de répondre quoi que ce soit aux courriers que je vous avais envoyés à propos de l'attitude inadmissible et ordurière de membres du CCI vis-à-vis d'une adhérente du POI de la région. Quel crime avait elle commis ? Elle avait tout simplement été discuter avec des maires de petites communes, elle vendait IO et se battait pour construire un parti, ce qui était jugé dangereux pour ce quarteron de membres du CCI qui eux avaient arrêté depuis longtemps toute activité politique tout en faisant semblant d'en avoir une.

Par votre silence, toi et tes camarades, vous avez accepté l'ignominie pour couvrir vos amis « dirigeants de la région » plus préoccupés par leurs places et combines de petits bureaucrates que par la construction d'un parti ouvrier indépendant. Pour ma part, ayant été formé à l'école du respect militant, de la fraternité, de la solidarité et de la démocratie ouvrière, je n'ai pas accepté votre mutisme à mes légitimes interrogations et protestations. La couverture politique de vos amis de la direction nationale exigeait votre silence, j'ai tiré les conséquences d'une telle situation.

Et aujourd'hui ce que vous faites (entre autre) à des ex-permanents aujourd'hui à la retraite en supprimant ce que vous leur avez versé depuis des années, c'est de la même veine, c'est même encore plus pourri.

C'est digne de méthodes que même les plus fachos des patrons n'oseraient pas utiliser. Les plus serviles dirigeants grecs au service de la troïka, même s'ils en ont rêvé, n'ont jamais osé supprimer les retraites. Et bien vous, le petit groupe d'inamovibles du 87 rue du Faubourg Saint-Denis vous avez réussi à vous attaquer aux retraites de vos ex-salariés, pas à les diminuer, non, à les supprimer !

Mais comme en Grèce, tout cela devra bien se savoir et finira bien par se payer.

Jean-Paul Gady

Militant ouvrier internationaliste, retraité de la métallurgie,

Le 22 septembre 2015 »

Lettre de Pedro Carrasquedo à Vitoria, Jean-Paul Gady et à ceux qu'ils brûlent après les avoir adorés pendant 40 ans.

Disons-le : Vitoria a eu en réalité beaucoup de chance en échange de son propre silence depuis 1992.

En effet, comme je l'ai écrit il y a trois semaines, (lacomune.org) ce qui arrive à Vitoria qui ne touche plus que les 650 euros du montant du régime général (petite omission de Gady, il faut y ajouter la complémentaire, environ 200 euros sinon plus) est notre lot à nous depuis notre exclusion en 1992. Je ne touche au titre des 98 trimestres effectués comme permanent que...177 euros et bien sûr pas un centime d'indemnités. Et moi aussi mes cinq premières années de permanent ont été non déclarées : j'étais payé en liquide de la main à la main par le trésorier de l'époque Iltis)

Vitoria et Jean Paul Gady ont allègrement voté notre exclusion. Ils n'ont eu aucun état d'âme. Et

maintenant que leurs amis de quarante ans coupent les vivres, ils s'offusquent.

Qu'on soit bien clairs : Gady, Vitoria mais aussi Lacaze and co et Seldjouk and co obéissant sans ciller à Lambert qui était à la manœuvre, nous ont virés avec une aumône. **Je suis resté deux ans au chômage et ne dois mon salut qu'au passage de concours dans la Fonction publique.**

Et maintenant, Vitoria qui a quand même touché 1150 euros en plus des 750 euros pendant 11 ans se plaint de ces méthodes. De bourreaux, elle et son compagnon sont devenus victimes. Ils nous jouent les étonnés offusqués. Je les plaindrai quand j'aurai le temps. Précision : Gady joue celui qui n'était au courant de rien. Vilain gros menteur.. Sa compagne a travaillé 28 ans dans l'œil du cyclone, dans les instances dirigeantes de l'OCI-PCI et de la prétendue « IV e internationale », autoproclamée sur du vent. Et elle gardait tout pour elle quand elle rentrait le soir ? Quelle camarade admirable de discrétion ! Quel exemple pour les jeunes générations !

Autre anomalie. Vitoria a donc touché pendant 11 ans 1150 euros en loucedé, pardon secrètement tous les mois, comme dans une vulgaire mafia nauséabonde. Somme à laquelle il faut ajouter les 650 euros payés par le régime général plus la complémentaire. Diantre, soit au total 1800 euros minimum, sans doute plus de 2000 euros avec la complémentaire. Pour même pas une carrière complète ! Elle touche, du moins jusqu'à ces deux derniers mois, autant que moi, catégorie A dans la Fonction publique, qui plus est primes comprises. C'est à regretter d'avoir accepté d'être exclu ; j'aurais peut-être dû courber l'échine en mai 1992 !

. Oui, C est effectivement une escroquerie au salaire ouvrier différé. Une de plus que toutes ces manœuvres contre la Sécu dont Lambert à été coutumier avec ses amis franc-maçons, dirigeants de FO. Oui, c'est une mafia qui vole les ouvriers, preuves à l'appui. (Mes propres fiches de paie suffisent) question à Gady et Vitoria : vous avez toujours accepté ces 1150 euros que je sache. Bref, vous avez été complices de cette escroquerie aux cotisations sociales pendant 11 ans ? C'est seulement maintenant que la source est tarie que vous vous offusqués ? Rassurez-vous, la bande d'en face, qui défend aussi sa mangeoire a fait de même, à l'unisson des Lacaziens, la mano en la mano.

Et dans la foulée, je vais exiger ces 1150 euros que je découvre vingt ans après. Y compris par le biais des tribunaux et par plainte publique à la sécu.

Mais ça, tu le savais depuis longtemps, Gady. Et toi, Vitoria, tu as pris en connaissance de cause cette somme, mois après mois. Sans états d âme. Mœurs de lumpens. Honte sur vous tous, antitrotskyistes Lacaziens ou Seldjoukides. Au fait Vitoria, quand mon ami et camarade Ricardo Napuri, que tu as bien connu a été accusé par Lambert de détourner l'argent de son mandat de député, tu t'es tue, tu as courbé l'échine et as changé de trottoir. Quel courage.

Je découvre donc ce petit pactole de 1150 euros donné sous le manteau. Moi et mes camarades avons été jetés dans le dénuement en 1992. Il me vient à l'idée que cette pratique illégale ne peut pas rester enfermée dans ce petit cercle vicieux d'amis.

Je décide ce jour d'exiger ces 1150 euros mensuels que je découvre vingt ans après. Avec effet rétroactif. Y compris par le biais des tribunaux et par plainte à la Sécu. Et vous savez que ce ne sont pas paroles en l'air.

Clochards de la pensée, tous autant que vous êtes. Mercenaires à cent balles Vous avez fait du chantage à la retraite en échange du silence politique.

Sans foi ni loi.

De profonds.

Pedro Carrasquedo